



Association de communes Mobul
Rue du Château d'En-Bas 33
Case postale
1630 Bulle

026 919 18 56
info@mobul.ch
www.mobul.ch

EM
23/10/23
623.0.039

REÇU 17 OCT. 2023

Conseil communal du Pâquier
Rue de Gruyères 26
1661 Le Pâquier

Bulle, le 16 octobre 2023

N/Réf. : CEJ/laj

Classement : B-1 Divers – Adaptation périmètre agglomération

**Périmètre d'agglomération – Intégration nouvelles communes dès le 01.01.2024
Budgets 2024 et nouveaux statuts dès le 1^{er} janvier 2024**

Monsieur le Syndic,
Mesdames les Conseillères, Messieurs les Conseillers,

Pour donner suite aux séances des 25 janvier, 10 mai et 28 juin 2023, en présence de la Préfecture, la DIME, l'ARG, des membres du Comité de direction Mobul, du bureau team+ ainsi que des communes de Broc, Echarlens, Gruyères et Marsens, c'est avec plaisir que nous avons pris connaissance de la décision de principe des communes précitées, d'intégrer notre Association de communes à partir du 1^{er} janvier 2024, sous réserve de l'approbation et l'adoption des statuts lors de votre Assemblée communale ou de votre Conseil général de décembre prochain.

Concernant l'extension de la ligne de bus 1, en direction de Marsens et Epagny, nous avons pris bonne note que les communes de Marsens, Echarlens et Gruyères, d'entente avec les communes membres, ont choisi de reporter son entrée en vigueur. Le sujet sera par conséquent rediscuté pour le changement d'horaire de décembre 2024.

Dans sa séance du 6 octobre dernier, l'Assemblée des délégués a adopté les budgets de résultats et d'investissements 2024 ainsi que les nouveaux statuts, effectifs à partir du 1^{er} janvier 2024, que vous trouverez en annexe de ce courrier.

Nous vous transmettons également ci-joint :

- Un projet de message à soumettre à votre Assemblée communale ou Conseil général en décembre 2023
- La liste des dates de séances Mobul 2024 (Comité de direction et Assemblée des délégués).

Pour l'Assemblée extraordinaire qui se tiendra le vendredi 19 janvier 2024 à 7h30, nous demandons aux communes de Broc, Echarlens, Gruyères et Marsens de nous communiquer :

./

Bulle, le 16 octobre 2023

A l'attention des communes de Bulle, Morlon, Le Pâquier, Riaz, Vuadens, Broc, Echarlens, Gruyères et Marsens après l'Assemblée des délégués du 6 octobre 2023.

Message aux législatifs des Assemblées communales et Conseils généraux de décembre 2023

1. Mobul

Mobul est une association de communes à buts multiples au sens de la loi sur les communes (LCo). Elle est composée des communes Bulle, Morlon, Le Pâquier, Riaz et Vuadens.

Mobul constitue une Communauté régionale des transports. En ce sens, elle demande des offres et des prestations de transports publics (réseau de bus urbain Mobul).

En outre, Mobul établit un projet d'agglomération, en référence à la loi fédérale sur le fonds d'infrastructure (LFinfr), et assure son suivi. Ce projet d'agglomération a valeur de plan directeur régional au sens de la loi sur l'aménagement du territoire et des constructions (LATeC).

2. Historique de Mobul

Communauté régionale de transport et Association de communes Mobul

Les prémices de l'agglomération ont débuté en 2006 avec l'accompagnement du projet de route de contournement H189.

Les études menées ont rapidement démontré qu'il était nécessaire, en sus de la mise en place d'un réseau urbain de transports publics, d'élaborer un projet d'agglomération.

En effet, le programme en faveur du trafic d'agglomération (PTA) a été créé en 2006 par la Confédération afin d'aider à la réalisation de projets d'infrastructures de transport et d'encourager le développement de l'urbanisation vers l'intérieur. Depuis, tous les 4 ans, une nouvelle génération de projet d'agglomération peut être établie afin de réaliser les mesures nécessaires.

Les communes de Bulle, Riaz, Morlon, Le Pâquier et Vuadens ont donc constitué l'Association de communes Mobul et lancé le projet d'agglomération de première génération (PA1).

Mise en service du réseau Mobul et projets d'agglomération (PA)

Suivant le fil des projets et les différentes études, la desserte en transports publics mise en service en 2009 s'est étendue et renforcée et les principes d'aménagement du territoire se sont consolidés.

Depuis le PA1 déposé en 2007, l'agglomération a élaboré deux nouveaux projets, en 2016 le PA3 et en 2021 le PA4. Elle a renoncé à soumettre un PA2 afin de se concentrer sur la réalisation des mesures prévues dans le PA1.

Ces projets ont permis d'obtenir 38,16 mio CHF de subventions fédérales, auxquelles s'ajoutent diverses parts cantonales (pour des mesures portant sur le domaine public cantonal et contributions financières prévues dans la loi sur la mobilité et la loi sur les agglomérations).

	Mesures de transport prévues (en mio. CHF)	Subventions de la Confédération (en mio. CHF)	Taux de subvention	Habitants	Subvention par habitant (CHF/hab.)
PA1	26,49	9,27	35%	21 096	439,42
PA3	34,18	13,67	40%	31 006	440,88
PA4	43,49	15,22	35%	36 486	417,15

3. Les périmètres d'agglomération (fédéral, cantonal et de projet)

Périmètre fédéral donnant droit aux contributions

Les communes ayant droit aux contributions fédérales pour les projets d'agglomération sont identifiées dans l'annexe de l'ordonnance du Département fédéral de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication (DETEC) concernant le programme en faveur du trafic d'agglomération (OPTA).

Jusqu'à octobre 2021, les critères statistiques étaient prépondérants dans l'identification de ces communes. Cela concernait alors Broc, Bulle, Echarlens, Le Pâquier, Marsens, Morlon, Riaz, Vuadens. Néanmoins Broc, Echarlens et Marsens n'ont pas participé aux projets d'agglomération.

Depuis, le Conseil fédéral a modifié l'ordonnance et prend mieux en compte le besoin qu'ont les communes et les cantons de déterminer le périmètre avec plus de souplesse. Pour donner suite aux réflexions menées par les communes entre 2022 et 2023, sous l'impulsion du Conseil d'Etat, le périmètre fédéral est modifié.

Désormais, les communes de Broc, Bulle, Echarlens, Gruyères, Le Pâquier, Marsens, Morlon, Riaz et Vuadens figurent dans l'annexe et peuvent bénéficier des contributions fédérales.

Le périmètre cantonal

Selon l'art. 8 de la loi sur les agglomérations (LAgg), le Conseil d'Etat fixe le périmètre des entités chargées de l'élaboration et de la mise en œuvre des projets d'agglomération.

A cet effet, dans le cadre de la mise en œuvre de la loi précitée et parallèlement à la démarche d'assouplissement de l'OPTA, le Conseil d'Etat a demandé aux communes de Broc, Echarlens, Marsens et Gruyères d'évaluer l'opportunité d'intégrer l'Association de communes Mobul.

Procédure d'intégration à Mobul

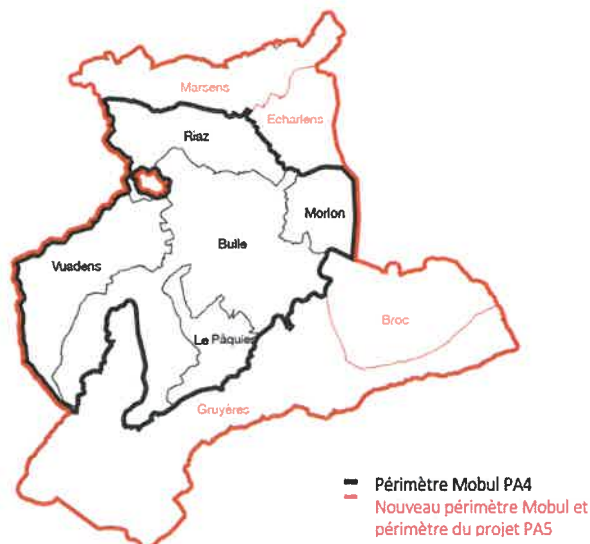
Entre 2022 et 2023, deux études d'opportunité menées avec l'appui du Préfet de la Gruyère ont conduit l'ensemble des exécutifs communaux à décider d'intégrer l'Association de communes Mobul, d'adapter les statuts et d'élaborer conjointement un PA5.

L'Assemblée des délégués de Mobul du 6 octobre 2023 a adopté les nouveaux statuts de l'Association, le budget 2024, et ainsi l'intention d'intégration des nouvelles communes.

Désormais, les Assemblées communales et Conseils généraux sont informés par le présent message en vue de l'adoption des statuts par toutes les communes du périmètre élargi.

Extension du périmètre de l'agglomération

Avec l'intégration des nouvelles communes dans l'Association de communes Mobul et l'élaboration d'un PA5, les périmètres fédéraux, cantonaux et de projet d'agglomération sont désormais identiques, simplifiant ainsi le fonctionnement d'ensemble et la communication.



4. Réflexions et intérêts pour les nouvelles communes à intégrer Mobul

Une gestion coordonnée à plus grande échelle pour répondre à davantage de besoins

L'élargissement du périmètre à neuf communes permet une gestion mieux coordonnée du développement urbain et de la mobilité. Par exemple, la restriction progressivement mise en place des déplacements motorisés dans le centre de l'agglomération a et entraînera des conséquences pour les périphéries. Elle nécessite des alternatives attractives. L'agrandissement du périmètre facilite ainsi la mise en œuvre du report modal d'un plus grand nombre d'usagers. Le nouveau périmètre facilitera également les synergies entre les trois pôles touristiques de Broc, Bulle et Gruyères, notamment en matière de gestion des flux.

Une amélioration sensible pour le réseau de mobilité douce

De manière générale, surtout depuis l'avènement des vélos à assistance électrique, l'échelle de ce nouveau périmètre d'agglomération se prête très bien au renforcement des infrastructures de mobilité douce (liaisons cyclables attractives et sûres, le plus possible en « site propre »).

Une meilleure desserte en transports publics

L'extension du périmètre d'agglomération vers le sud permet de mieux coordonner le système de transports publics de l'agglomération, en combinant les gares de Broc et Gruyères, les lignes régionales et les lignes Mobul. Le secteur nord (Echarlens et Marsens), dont la densité des flux est moindre, reste néanmoins significatif et comprend une infrastructure à forte fréquentation (Centre de soins hospitaliers de Marsens). La desserte de transports publics pour cette infrastructure pourrait offrir une alternative de déplacement attractive.

Un intérêt des communes actuelles de Mobul à poursuivre les projets menés

Les communes déjà membres de Mobul se montrent satisfaites des résultats obtenus grâce aux projets d'agglomération, puisqu'elles prévoient d'en déposer un nouveau auprès de la Confédération pour la quatrième fois. Comme mentionné plus haut, les PA précédents ont permis d'obtenir 38,16 mio CHF de subventions fédérales, auxquelles s'ajoutent diverses aides cantonales.

Le poids de l'agglomération dans le canton

Outre les avantages d'une gestion coordonnée de la mobilité et des apports financiers liés aux contributions fédérales et cantonales, l'extension de Mobul renforcera son poids dans les planifications cantonales.

L'intérêt général de la coordination

L'intégration d'une seule nouvelle commune, sans la participation des autres, ne permettrait d'atteindre que partiellement les objectifs de gestion intercommunale de la mobilité et du développement urbain.

De manière générale, le renforcement des interactions et les projets intercommunaux permettent de bénéficier d'une économie d'échelle, de renforcer les synergies et de viser des objectifs plus ambitieux en faveur de la collectivité.

5. Coûts de la nouvelle agglomération avec 9 communes, budget 2024

Frais d'administration et d'études générales

Commune	Population légale connue à l'établissement du budget	Indice du potentiel fiscal de l'année du budget	Population x IPF	25% Population et 75% Population pondéré par l'IPF	Participations aux frais de fonctionnement	Participations aux frais d'investissement	Total
Bulle	25'070	102.73	2'575'441	64.58%	139'758.00	19'701.00	159'459.00
Morlon	649	99.64	64'666	1.63%	3'535.00	498.00	4'033.00
Le Pâquier	1'364	90.96	124'069	3.21%	6'942.00	979.00	7'921.00
Riaz	2'871	91.88	263'787	6.80%	14'721.00	2'076.00	16'797.00
Vuadens	2'487	88.20	219'353	5.72%	12'375.00	1'746.00	14'121.00
Broc	2'716	81.43	221'164	5.90%	12'757.00	0.00	12'757.00
Echarlens	862	90.47	77'985	2.02%	4'370.00	0.00	4'370.00
Gruyères	2'241	92.37	207'001	5.33%	11'536.00	0.00	11'536.00
Marsens	2'051	90.57	185'759	4.81%	10'406.00	0.00	10'406.00
	40'311		3'939'227	100.00%	216'400.00	25'000.00	241'400.00

Frais pour les transports publics

Les montants concernant les transports publics sont financés selon la clef de répartition figurant à l'article 17 al. 1, lettre a des statuts, soit en francs par habitant, à raison de 25 % au prorata de la population dite légale, selon le dernier arrêté du Conseil d'État, et à raison de 75 % au prorata de la population dite légale, pondérée par l'indice du potentiel fiscal (IPF).

A noter que les communes de Broc et du Pâquier ne participent pas à ces frais, étant donné qu'elles ne sont pas desservies par le réseau urbain de transports publics. L'extension de la ligne 1 ayant été reportée, les communes d'Echarlens, Gruyères et Marsens ne participeront pas non plus à ces frais, étant donné qu'elles ne seront pas desservies par le réseau en 2024.

Commune	Population légale connue à l'établissement du budget	Indice du potentiel fiscal de l'année du budget	Population x IPF	25% Population et 75% Population pondéré par l'IPF	Participations aux frais de fonctionnement	Participations aux frais d'investissement	Total
Bulle	25'070	102.73	2'575'441	82.01%	1'256'191.00	0.00	1'256'191.00
Morlon	649	99.64	64'666	2.07%	31'782.00	0.00	31'782.00
Le Pâquier							
Riaz	2'871	91.88	263'787	8.64%	132'401.00	0.00	132'401.00
Vuadens	2'487	88.20	219'353	7.27%	111'326.00	0.00	111'326.00
Broc							
Echarlens							
Gruyères							
Marsens							
	31'077		3'123'248	100.00%	1'531'700.00	0.00	1'531'700.00

Le contrat de prestations 2024 est estimé à CHF 3'300'000.00 dont une participation cantonale d'environ CHF 1'800.000.00.

Demande de crédit pour la révision du plan directeur d'agglomération et l'élaboration du PA5

L'agglomération souhaite élaborer un PA5 sur un périmètre élargi aux 9 communes. Pour ce faire, l'Assemblée des délégués du 6 octobre 2023 a voté un crédit d'investissement permettant de réviser le plan directeur d'agglomération et de déposer ce PA5 auprès de la Confédération.

Le montant du crédit est basé sur les précédents PA réalisés (PA1, PA3 et PA4) et tient compte de l'élargissement de l'agglomération à 9 communes. Il se monte à un total de CHF 400'000.00 TTC, dont 30 % sont assurés par une subvention cantonale.

6. Modification des statuts de l'Association de communes Mobul

Les statuts précisent les membres, les buts, l'organisation et la répartition des frais et charges de l'Association. La dernière modification des statuts a été adoptée par l'Assemblée des délégués le 6 octobre 2023. S'agissant d'une modification essentielle au sens de l'art. 113 LCo en raison de l'intégration des nouvelles communes membres dans l'Association (Broc, Echarlens, Gruyères, Marsens), la révision des statuts doit être approuvée par les assemblées communales et conseils généraux avant d'être transmise pour approbation à la Direction des institutions, de l'agriculture et des forêts (DIAF).

Pour les surplus, la modification portait sur des adaptations mineures visant à mettre à jour les renvois légaux et à clarifier les principes de droit de sortie des communes, selon le comparatif ci-dessous :

Statuts actuels	Statuts effectifs dès le 01.01.2024
<u>Art. 1, al. 2</u> Mobul constitue une Communauté régionale des transports au sens de la loi sur les transports du 20 septembre 1994 (LTr).	<u>Art. 1, al. 2</u> Mobul constitue une Communauté régionale des transports au sens de la loi sur la mobilité (LMob) du 05.11.2021 (entrée en vigueur le 01.01.2023) .
<u>Art. 11</u> Il exerce toutes les attributions qui ne sont pas déferées à un autre organe par la loi sur les communes, la législation sur les finances communales et la loi sur les transports ou par les statuts.	<u>Art. 11</u> Il exerce toutes les attributions qui ne sont pas déferées à un autre organe par la loi sur les communes, la législation sur les finances communales et la loi sur la mobilité ou par les statuts.
<u>Art. 13, al. 1</u> La commission financière est composée de 3 membres.	<u>Art. 13, al. 1</u> La commission financière est composée de 3 délégués .
<u>Art. 23</u> ¹ Les communes membres ne peuvent pas sortir de Mobul avant le 31 décembre de la dixième année qui suit sa constitution. Passé ce délai, elles peuvent le faire pour la fin d'une année moyennant un avertissement de douze mois. ² Le membre sortant perd tout droit aux biens et avoirs de Mobul. Les modalités et conditions de sortie d'une commune sont fixées par l'assemblée des délégués.	<u>Art. 23</u> ¹ Les communes membres depuis la création de Mobul ne peuvent en sortir que le 31 décembre de la dixième année qui suit sa constitution. Passé ce délai, elles peuvent le faire pour la fin d'une année moyennant un avertissement de douze mois. ² Pour toute nouvelle commune admise par Mobul après sa constitution, le délai de sortie sera le 31 décembre de la dixième année qui suit son entrée dans l'association. Passé ce délai, elle peut le faire pour la fin d'une année, moyennant un avertissement de douze mois. ³ Le membre sortant perd tout droit aux biens et avoirs de Mobul. Les modalités et conditions de

	sortie d'une commune sont fixées par l'assemblée des délégués.
<u>Art. 26</u> Les présents statuts abrogent les statuts du 19 décembre 2007, modifiés le 28 octobre 2009, le 6 septembre 2012, le 16 octobre.	<u>Art. 26</u> Les présents statuts abrogent les statuts du 19 décembre 2007, modifiés le 28 octobre 2009, le 6 septembre 2012, le 16 octobre 2014 et le 8 octobre 2021.

La liste des 9 communes est annexée aux nouveaux statuts.

Nous invitons les organes législatifs des communes à accepter la modification proposée des statuts.

Au nom du Comité de direction

La Vice-Présidente
Erika Morand



La Présidente
Marie-France Roth Pasquier



Annexes :

- A. Les budgets 2024 (approuvé le 06.10.2023 par l'Assemblée des délégués)
- B. Le rapport de gestion des budgets 2024
- C. Les nouveaux statuts (approuvé le 06.10.2023 par l'Assemblée des délégués)

Statuts de l'Association de communes Mobul

TITRE I : Nom, membres, buts, siège, durée

Nom

Art. 1

¹ Sous le nom « Association de communes Mobul » (ci-après : Mobul), il est constitué une association de communes à buts multiples au sens de la loi sur les communes (LCo) du 25 septembre 1980.

² Mobul constitue une Communauté régionale des transports au sens de la loi sur la mobilité (LMob) du 05.11.2021 (entrée en vigueur le 01.01.2023). Elle assume aussi les tâches d'aménagement régional au sens de la législation cantonale en matière d'aménagement du territoire et des constructions.

³ Cette association a caractère de personne morale de droit public cantonal au sens de la LCo.

Membres

Art. 2

¹ Sont membres de Mobul les communes qui, en vertu d'une décision de leur assemblée communale ou de leur conseil général, ont adhéré aux présents statuts. La liste des communes membres figure en annexe aux présents statuts.

² Mobul peut admettre ultérieurement d'autres communes, en application de la LCo.

Buts

Art. 3

¹ Mobul concrétise la collaboration intercommunale dans les tâches relevant des domaines de l'aménagement régional du territoire et de la mobilité, tout en tenant compte des exigences de la protection de l'environnement.

² Mobul établit un projet d'agglomération en référence à la loi fédérale sur le fonds d'infrastructure (LFinfr) et assure son suivi. Ce projet d'agglomération prend la forme d'un plan directeur régional au sens de la loi sur l'aménagement du territoire et des constructions (LATeC).

³ En outre, Mobul établit un plan directeur intercommunal d'utilisation du sol au sens de la LATeC, selon la procédure instaurée par la loi.

⁴ Le plan directeur régional remplit, entre autres, les fonctions de conception globale des transports, de plan régional des transports et de projet général.

⁵ Mobul peut offrir des services à des communes non-membres et d'autres associations de communes en application de la LCo.

Siège

Art. 4

Le siège de Mobul est à Bulle.

Durée

Art. 5

La durée de Mobul est indéterminée.

TITRE II : Organes de Mobul

A) L'Assemblée des délégués

Assemblée des délégués

Art. 6

¹ Chaque commune est représentée à l'Assemblée des délégués par au moins un délégué. Sous réserve d'autres directives émises par la commune membre, chaque délégué peut disposer de l'ensemble des voix qui sont attribuées à la commune.

² Chaque commune membre dispose d'au moins une voix, plus une voix supplémentaire par tranche ou fraction de 1'000 habitants dépassant 500 habitants selon la population légale.

³ En application des dispositions légales de la LCo, le nombre de voix de la Ville de Bulle est réduit à la majorité moins une voix.

⁴ Le président de l'Assemblée des délégués est le Préfet de la Gruyère. En cas d'égalité, le président départage.

Convocation

Art. 7

¹ L'Assemblée des délégués est convoquée par avis adressé à chaque conseil communal au moins vingt jours à l'avance. La convocation contient l'ordre du jour et la documentation y relative, établis par le Comité de direction.

² L'Assemblée des délégués se réunit au moins deux fois par année, dans les cinq premiers mois pour les comptes et avant le 1^{er} novembre pour le budget. D'autres réunions peuvent avoir lieu si le Comité de direction l'estime nécessaire ou si les délégués représentant le quart des voix le demandent.

Attribution

Art. 8

L'Assemblée des délégués a les attributions suivantes :

- a) elle élit le président et les autres membres du Comité de direction,
- b) elle élit les membres de la Commission financière (3 personnes),
- c) elle adopte le plan directeur régional;
- d) elle adopte le plan directeur intercommunal d'utilisation du sol;
- e) elle décide du budget, approuve les comptes et le rapport de gestion;
- f) elle vote les dépenses nouvelles, les crédits supplémentaires qui s'y rapportent, ainsi que la couverture de ces dépenses;
- g) elle adopte les règlements,
- h) elle approuve les contrats conclus conformément à l'article 112 al. 2 LCo;
- i) elle décide des modifications de statuts et de l'admission de nouveaux membres;
- j) elle désigne l'organe de révision;
- k) elle surveille l'administration de l'association.

B) Le Comité de direction

Composition

Art. 9

¹ Le Comité de direction est composé d'un conseiller communal par commune membre.

² En font également partie, avec voix consultative, les représentants du Service de l'aménagement et des constructions, du Service de l'environnement et du Service de la mobilité.

Convocation

Art. 10

Le Comité de direction est convoqué au moins quatorze jours à l'avance, cas d'urgence réservés.

Attribution

Art. 11

Il exerce toutes les attributions qui ne sont pas déferées à un autre organe par la loi sur les communes, la législation sur les finances communales et la loi sur la mobilité ou par les statuts.

Représentation

Art. 12

Mobul est engagée par la signature collective à deux du président et d'un autre membre du Comité.

C) La Commission financière et l'organe de révision

Commission financière

Art. 13

¹ La Commission financière est composée de 3 délégués.

² Elle exerce les attributions qui lui sont fixées par la législation sur les finances communales, énumérées à l'article 72 LFCo.

³ Elle préavise le règlement des finances adopté par l'Assemblée des délégués (art. 33. al. 3 OFCo).

Organe de révision

Art. 14

¹ L'organe de révision est désigné par l'Assemblée des délégués, sur proposition de la Commission financière, pour une durée déterminée n'excédant pas 6 exercices consécutifs.

² L'organe de révision vérifie si la comptabilité et les comptes annuels sont conformes aux règles de la législation sur les finances communales.

³ Le Comité de direction lui fournit tous les documents et renseignements nécessaires à l'exercice de sa mission.

TITRE III : Charges et répartition des frais

Ressources

Art. 15

Le financement des prestations de Mobul est assuré par :

- a) des participations des communes membres ;
- b) des subventions et des contributions fédérales et cantonales ;
- c) des participations de tiers, notamment d'autres communes ou associations de communes (art. 3, al. 5) ;
- d) des emprunts.

Composition des frais

Art. 16

¹ Les charges à répartir entre les communes membres comprennent :

- a) les frais d'exploitation des transports publics proprement dits, après déduction de tous les produits, des subventions et des contributions fédérales et cantonales et des participations de tiers ;
- b) les frais financiers (intérêt et amortissement) des investissements relatifs aux transports collectifs (TC) ;
- c) les frais financiers (intérêt et amortissement) des investissements routiers directement liés au plan directeur régional ;
- d) les frais d'administration ;
- e) les frais d'études.

² Seuls les investissements nécessaires à la concrétisation des objectifs du plan directeur régional sont pris en charge par Mobul, l'aménagement qualitatif de l'espace public étant pris en charge directement par les communes sur le territoire desquelles l'aménagement est prévu.

Répartitions des frais

Art. 17

¹ La participation de chaque membre aux charges définies à l'article 16 est fixée de la manière suivante :

- a) Pour les frais financiers liés aux investissements relatifs au réseau de transports publics et pour les frais d'exploitation du réseau de transports publics, en francs par habitant à raison de 25 % au prorata de la population dite légale selon le dernier arrêté du Conseil d'Etat et à raison de 75 % au prorata de la population dite légale, pondérée par l'indice du potentiel fiscal. Si une commune n'est pas desservie par le réseau de transports publics de Mobul (pas d'arrêts sur son territoire), elle ne participe pas au financement des investissements et des frais de fonctionnement dudit réseau. Dans le cas où la qualité de la desserte change sensiblement, la clé de répartition doit être revue et les statuts modifiés.
- b) Pour les autres investissements, y compris les études y relatives, la contribution est calculée pour 80 % à charge de la ou des commune(s) où les travaux sont exécutés ou pour laquelle/lesquelles ils sont réalisés et pour 20 % en francs par habitant à raison de 25 % au prorata de la population dite légale selon le dernier arrêté du Conseil d'Etat et à raison de 75 % de la population dite légale pondérée par l'indice du potentiel fiscal.
- c) Pour les frais d'études générales (planification) et d'administration, en francs par habitant à raison de 25 % au prorata de la population dite légale selon le dernier arrêté du Conseil d'Etat et à raison de 75 % de la population dite légale, pondérée par l'indice du potentiel fiscal.

² Les données utilisées pour la répartition des charges sont celles qui sont disponibles le 1^{er} janvier de l'année de calcul.

Modalités de réalisation

Art. 18

¹ Le suivi de la planification et la réalisation des projets, ainsi que leur entretien, sont délégués à la commune sur le territoire de laquelle les projets sont effectués.

² Les projets sont soumis pour validation à Mobul qui vérifie leur conformité avec les instruments de planification régionale.

Emprunts

Art. 19

Mobul peut contracter des emprunts :

- a) jusqu'à concurrence de Fr. 2'000'000.00 pour les investissements;
- b) jusqu'à concurrence de Fr. 300'000.00 au titre de compte de trésorerie.

*Referendum facultatif et
référéndum obligatoire*

Art. 20

¹ Toutes les dépenses nouvelles nettes supérieures à Fr. 500'000.00 sont soumises au référendum facultatif conformément à la LCo.

² Toutes les dépenses nouvelles nettes supérieures à Fr. 1'000'000.00 sont soumises au référendum obligatoire conformément à la LCo.

³ En cas de dépenses renouvelables, les tranches annuelles sont additionnées. Si le nombre d'années durant lesquelles la dépense interviendra ne peut pas être déterminé, il est compté dix fois la dépense annuelle.

*Paiement des participations
communales*

Art. 21

¹ Les communes membres doivent s'acquitter de leur participation aux échéances fixées par le Comité de direction.

² Les communes qui ne s'acquittent pas dans les délais prescrits paient un intérêt au taux de l'emprunt.

**TITRE IV : Admission de nouveaux membres, sortie,
dissolution**

Admission

Art. 22

¹ Mobul peut admettre de nouveaux membres aux conditions fixées par l'Assemblée des délégués.

² La clef de répartition sera recalculée selon les principes définis à l'article 17.

Sortie

Art. 23

¹ Les communes membres depuis la création de Mobul ne peuvent-en sortir que le 31 décembre de la dixième année qui suit sa constitution. Passé ce délai, elles peuvent le faire pour la fin d'une année moyennant un avertissement de douze mois.

² Pour toute nouvelle commune admise par Mobul après sa constitution, le délai de sortie sera le 31 décembre de la dixième année qui suit son entrée

dans l'association. Passé ce délai, elle peut le faire pour la fin d'une année, moyennant un avertissement de douze mois.

³ Le membre sortant perd tout droit aux biens et avoirs de Mobul. Les modalités et conditions de sortie d'une commune sont fixées par l'Assemblée des délégués.

Dissolution

Art. 24

¹ Mobul ne peut être dissoute que par décision des deux tiers des voix des communes membres.

² En cas de dissolution, les organes de liquidation devront donner préférence à toutes solutions permettant de continuer l'exploitation des services.

³ Les dettes non couvertes ou le capital disponible après la liquidation de Mobul passent aux communes membres suivant les règles qui auront servi à calculer la participation des communes.

TITRE V : Dispositions transitoires finales

Reprise

Art. 25

L'Association des communes Mobul reprend tous les engagements conclus par le Comité provisoire chargé de préparer la création de la future association.

Abrogation

Art. 26

Les présents statuts abrogent les statuts du 19 décembre 2007, modifiés le 28 octobre 2009, le 6 septembre 2012, le 16 octobre 2014 et le 8 octobre 2021.

Entrée en vigueur

Art. 27

Les présents statuts entrent en vigueur après leur adoption par l'Assemblée des délégués, ainsi que par l'Assemblée communale ou par le Conseil général de chaque commune membre, et après leur approbation par la Direction des institutions, de l'agriculture et des forêts.

Adopté par l'Assemblée des délégués de Mobul le 6 octobre 2023.

Le Président
Vincent Bosson, Préfet



La Secrétaire
Laurence Jenny



Association de communes Mobul

Liste des communes membres

Commune de Bulle

Commune de Broc

Commune d'Echarlens

Commune de Gruyères

Commune de Marsens

Commune de Morlon

Commune Le Pâquier

Commune de Riaz

Commune de Vuadens

Assemblée des délégués du 6 octobre 2023

Point 5 de l'ordre du jour : Budgets des comptes de résultats et d'investissements 2024

1. BUDGET DU COMPTE DE RESULTATS

a) Administration

01 Législatif et Exécutif

0120 Exécutif (Comité de direction, commissions)

Au vu des différentes séances auxquelles les membres du Comité doivent participer en sus des Comités de direction et de l'Assemblée des délégués, et en relation de l'agrandissement de notre association qui passera de cinq à neuf communes, le montant des jetons de présence a été augmenté à CHF 6'000.00, soit CHF 1'800.00 de plus que le montant du budget 2023.

02 Services généraux

0220 Administration générale

En relation des dépenses en 2022, le montant des fournitures de bureau est passé de CHF 100.00 à CHF 300'00.

« Concernant le mandat administratif, vu l'augmentation de la charge de travail et du nombre de participants (intégration des communes de Broc, Echarlens, Gruyères et Marsens), le pourcentage du Chef de projet passera de 10 % à 50 % et celui de la secrétaire de 25 % à 30 %. Le montant habituel de CHF 80'000.00 passe ainsi à CHF 160'000.00 pour 2024. Cela permettra d'assurer les tâches liées à la mise en œuvre des projets d'agglomération, ainsi que le soutien des communes membres dans le développement de leurs mesures. »

b) Culture, Sports et Loisirs

33 Médias

3320 Mass media (Informations intercommunales – Communication)

Les frais pour le maintien du site internet représentent un montant de CHF 2'000.00 en relation des coûts enregistrés dans les comptes 2022. Le budget 2023 prévoyait un montant de CHF 1'500.00.

Pour la Communication générale, ce poste étant essentiellement utilisé pour la manifestation Bull'Bouge, il représente un montant de CHF 1'200.00, selon la facture reçue pour l'année 2023.

c) Trafic et Télécommunications

62 Transports publics

6220 Trafic régional et d'agglomération

Un montant de CHF 3'300'000.00 pour les coûts d'exploitation des lignes de transport pour 2024 est prévu (compte 6220.3130.00).

Les « Honoraires et frais d'étude » (compte 6220.3132.00), sont estimés à CHF 40'000.00 (dont 50 % subventionnés par le canton). Ils permettent des analyses sur le réseau et sur l'offre en transports publics.

Les frais de base relatifs à l'entretien du réseau (compte 6220.3141.00) sont estimés à CHF 10'000.00.

Les subventions cantonales pour l'exploitation des 3 lignes de bus Mobul (compte 6220.4631.20) sont liées au taux de couverture atteint dans la dernière année connue.

Rappel :

Participations des communes aux frais du trafic d'agglomération

Les montants du chapitre 6220 « Trafic régional et d'agglomération » sont financés selon la clef de répartition des statuts (article 17 al. 1, lettre a), soit en francs par habitant, à raison de 25 % au prorata de la population dite légale, selon le dernier arrêté du Conseil d'Etat et à raison de 75 % au prorata de la population dite légale, pondérée par l'indice du potentiel fiscal.

A noter que la commune du Pâquier et Broc ne participent pas à ces frais, étant donné qu'elle n'est pas desservie par le réseau urbain de transports publics. L'extension de la ligne 1 ayant été reportée, les communes d'Echarlens, Gruyères et Marsens ne participeront pas non plus à ces frais, étant donné qu'elles ne seront pas desservies par le réseau urbain des transports publics en 2024.

Les participations des communes sont détaillées dans l'annexe « répartition » qui accompagne le budget.

Avec l'intégration des quatre nouvelles communes dès le 1^{er} janvier 2024, ces dernières participeront aux frais de l'administration et des études générales, comme indiqué dans l'annexe « répartition » qui accompagne le budget.

d) Protection de l'environnement et aménagement du territoire

79 Aménagement

7900 Aménagement du territoire

Pour 2024, un montant de CHF 40'000.00 est prévu pour les études générales en aménagement du territoire et le soutien au Comité par le bureau mandataire.

Commentaire :

La participation des communes augmente de 2,9 % par rapport au budget 2023.

2. BUDGET D'INVESTISSEMENT

a) Trafic et télécommunications

61 Circulation routière

6150 Routes communales

Le budget des investissements prend en charge la subvention versée par Mobul à titre de solidarité, la part de la subvention reçue de la Confédération et, en revenu, la participation de la commune où les travaux se réalisent.

Liste des travaux prévus en 2024 par les communes membres :

Mesures du PA1

• **Commune de Bulle :**

M4 Réaménagement de l'axe d'entrée ouest secteur
Part-Dieu – St.-Denis

pour un montant de CHF 1'918'000.00

- **Commune Riaz :**
M20d MD Création d'une liaison entre Riaz et la route
De Morlon pour un montant de CHF 151'000.00
- Total des investissements PA1** CHF 2'069'000.00

Mesures du PA4

- **Commune de Bulle :**
ER.A1 Liaison multimodale entre le passage inférieur
de Planchy et Combes nord pour un montant de CHF 2'657'000.00
- **Commune de Vuadens :**
MD.A1.1 Aménagement Voie verte sur voies ferrées
Entre PAD Planchy Sud et la rue de l'Eglise à Vuadens pour un montant de CHF 1'446'000.00
- Total des investissements PA4** CHF 4'103'000.00

Concernant les investissements, y compris les études y relatives, la contribution est calculée pour 80 % à charge de la ou des communes où les travaux sont exécutés, ou pour laquelle/lesquelles ils sont réalisés et pour 20 % en francs par habitant, à raison de 25 % au prorata de la population dite légale selon le dernier arrêté du Conseil d'Etat et à raison de 75 % de la population dite légale pondérée par l'indice du potentiel fiscal (cf. statuts, art. 15, al. 1, lettre b). Concernant le PA1, la population de 2010 et l'indice du potentiel fiscal ont été fixés à l'année 2011-2012.

Les investissements liés au PA3 seront soumis aux mêmes conditions de contribution que ceux du PA1, sur la base de la population et de l'indice du potentiel fiscal de 2017.

Les investissements liés au PA4 seront soumis aux mêmes conditions de contribution que ceux des PA1 et PA3, sur la base de la population et de l'indice du potentiel fiscal 2021.

b) Protection de l'environnement et aménagement du territoire

79 Aménagement du territoire 7900 Aménagement du territoire (en général)

Demande de crédit pour la révision du PDA (Plan directeur d'agglomération) et l'élaboration du PA5

L'Agglomération souhaite élaborer un projet d'agglomération de 5^{ème} génération (PA5) sur un périmètre élargi à neuf communes (les communes actuelles de Mobul : Bulle, Morlon, Le Pâquier, Riaz et Vuadens et les quatre nouvelles communes : Broc, Echarlens, Gruyères et Marsens).

Pour ce faire, le Comité de direction propose à l'Assemblée des délégués de voter un crédit d'investissement permettant de réviser le plan directeur d'agglomération et de déposer ce PA5 auprès de la Confédération.

Le montant du crédit est basé sur les précédents PA réalisés (PA1, PA3 et PA4) et tient compte de l'élargissement de l'agglomération à 9 communes. Il se monte à un total de CHF 400'000.00 TTC qui se décomposent comme suit :

1. Elaboration du PDA et du PA5 sur le périmètre élargi à 9 communes jusqu'à la mise en consultation. Ce montant tient compte qu'une pré-étude fixant les principes dudit PA et ayant déjà exploré une partie des mesures envisageables sur les nouvelles communes a déjà été élaborée.
2. Adaptation du projet pour donner suite à la consultation et finalisation du dossier.
3. Réserve pour communication et impression.
4. Mandat de suivi pour répondre aux questions et défendre le projet auprès des services de la Confédération.
5. Frais et TVA

Crédit d'investissement demandé

1. Elaboration du PDA et du PA5	CHF	220'000.00
2. Adaptation du projet à la suite de la consultation, finalisation du dossier	CHF	80'000.00
3. Réserve pour communication et impression	CHF	30'000.00
4. Mandat de suivi pour défendre le projet auprès de l'ARE.....	CHF	30'000.00
		<hr/>
Total (HT).....	CHF	360'000.00
5. Frais (3%) et TVA (7.7 / 8.1%)	CHF	40'000.00
		<hr/>
TOTAL (TTC)	CHF	400'000.00
		<hr/>

Une subvention de 30 % sera octroyée par le canton.

Proposition du Comité de Direction

Sur la base des explications précitées, le Comité sollicite l'octroi d'un crédit de CHF 400'000.00, dont CHF 300'000.00 prévus au budget d'investissement 2024 et Fr. 100'000.00 au budget d'investissement 2025.

Financement : prélèvement sur compte courant de Fr. 400'000.00

Amortissement : sur 4 ans, dès 2025

En conclusion, le Comité invite l'Assemblée des délégués à approuver les budgets des comptes de résultats et d'investissements 2024, tels qu'ils lui sont présentés.

Au nom du Comité de direction

La Vice-Présidente
Erika Morand



La Présidente
Marie-France Roth Pasquier

